

a

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Quatre-vingtième session**  
Rome, 17-18 décembre 2003

**RÉPUBLIQUE COLOMBIENNE**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA</b>	<b>iv</b>
<b>RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vi</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>1</b>
A. Situation économique du pays	1
B. Le secteur agricole	2
C. La pauvreté rurale	4
D. Obstacles au recul de la pauvreté rurale et possibilités en ce domaine	6
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté	6
<b>III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA EN COLOMBIE</b>	<b>8</b>
<b>IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA</b>	<b>10</b>
A. Créneau stratégique du FIDA et axes proposés	10
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets	11
C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	13
D. Liens possibles avec d'autres donateurs et institutions	13
E. Domaines de concertation	14
F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille	15
G. Cadre provisoire de prêt et programme de travail à horizon mobile	16

**APPENDICES**

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>3</b>
<b>IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>5</b>
<b>V. ACTIVIDADES EN CURSO Y PREVISTAS DE OTRAS ASOCIACIONES EN EL DESARROLLO (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)</b>	<b>6</b>

**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Peso colombien (COP)
1,00 USD	=	2 800 COP
100 COP	=	0,036 USD

**POIDS ET MESURES**

Système métrique

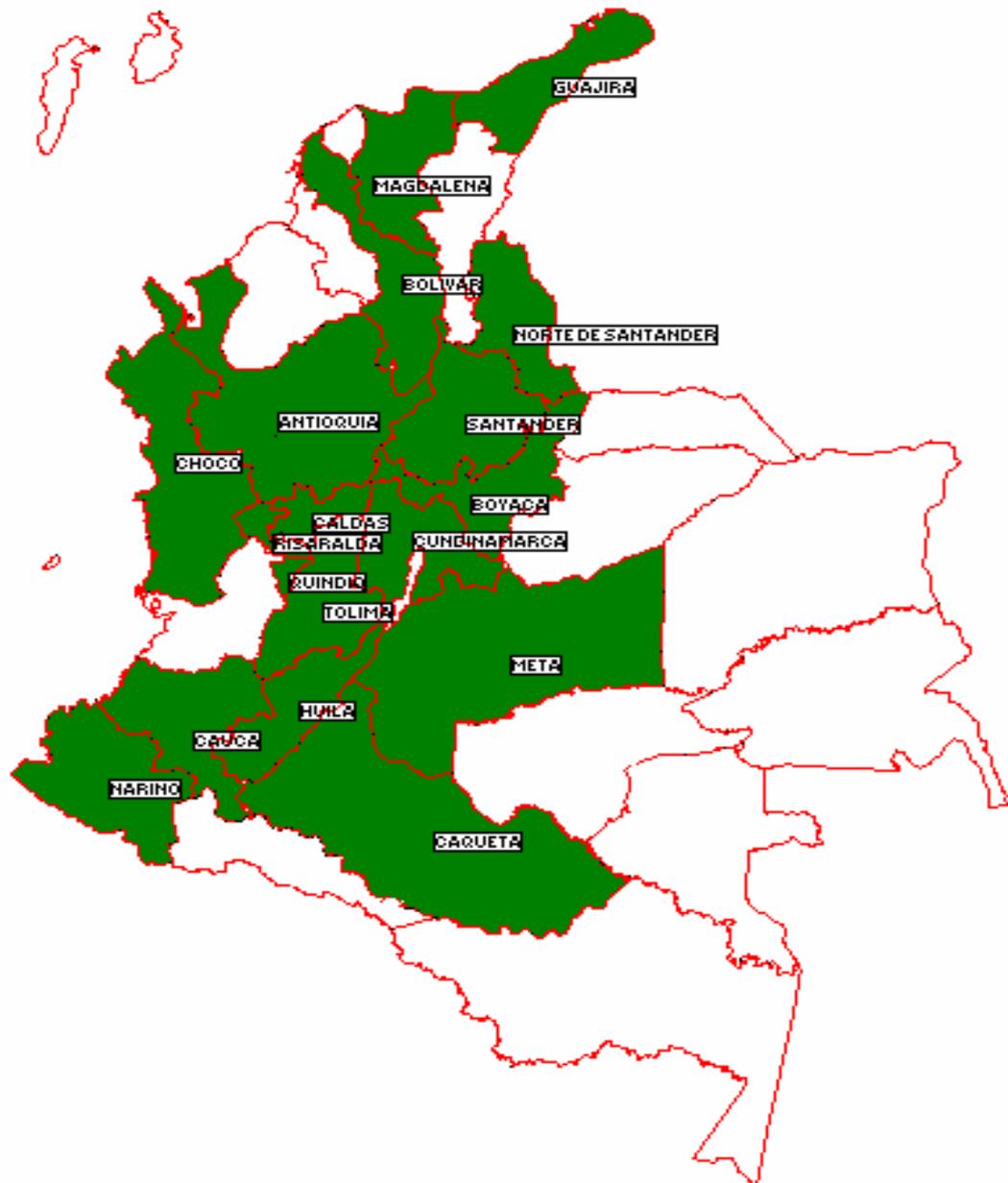
**SIGLES ET ACRONYMES**

BID	Banque interaméricaine de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
DNP	Département national de la planification
FINAGRO	Fonds de financement du secteur agricole
FINDETER	Agence financière pour le développement territorial
INAT	Institut national d'irrigation et de préparation des terres
MADR	Ministère de l'agriculture et du développement rural
ONG	Organisation non gouvernementale
PADEMER	Programme de développement des microentreprises rurales
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan national de développement 2002-2006
PRONATTA	Programme national pour le transfert de technologie agricole
SAD	Société andine de développement

**GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE COLOMBIENNE**  
**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

## CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES OPÉRATIONS FINANCÉES PAR LE FIDA



**Source:** FIDA.

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

### RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du don/prêt	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet de développement rural Arauca II	BID	BID	I	17 déc. 81	22 sept. 82	31 juill. 89	L - I - 87 - CO	DTS	6 800 000	89,3%
Projet de développement rural intégré de Boyacá-Santander	FIDA	SAD	O	29 avr. 87		31 déc. 93	L - I - 204 - CO	DTS	7 150 000	
Programme de développement des microentreprises rurales	FIDA	SAD	O	11 sept. 96	30 juin 97	30 juin 05	L - I - 426 - CO	DTS	11 000 000	34,8%

Note: BID = Banque interaméricaine de développement  
 I = intermédiaires  
 O = ordinaires  
 SAD = Société andine de développement

Λ

## RÉSUMÉ

1. La Colombie vient au cinquième rang des pays d'Amérique latine par son étendue, avec une superficie totale de 1,1 million de km<sup>2</sup>. Sa population totale est estimée à 43,8 millions et le taux annuel moyen de croissance démographique est de 1,9%. La population rurale représente près de 28% de la population totale. L'économie colombienne est bien diversifiée et a connu une croissance satisfaisante pendant plusieurs décennies jusqu'au milieu des années 90. La persistance de la violence politique dans de nombreuses zones rurales a cependant entravé l'activité économique et réduit les possibilités d'expansion économique et de développement social. En outre, l'adoption en 1990 d'un ensemble de politiques économiques et de réformes institutionnelles, comme la libéralisation des échanges, la privatisation et la réforme des secteurs bancaire et public, a eu un effet défavorable sur plusieurs secteurs économiques et sociaux et s'est traduite en particulier par des taux de chômage très élevés (spécialement dans le secteur rural).

2. La population rurale représente environ 2,4 millions de ménages. Aujourd'hui, les activités agricoles occupent 43% des ruraux, contre 80% en 1965. Les familles rurales de la Colombie diversifient leurs sources de revenus et réduisent les risques par l'exercice combiné avec inventivité d'activités multiples, dont le travail rémunéré, la microentreprise (poterie, tourisme, alimentation, etc.). Les *ruraux pauvres* ne sont plus typiquement de petits paysans qui cherchent à accroître la productivité de leurs cultures, mais sont le plus souvent membres d'une microentreprise familiale qui a des intérêts divers dans le commerce des ressources, des produits et des services.

3. La pauvreté frappe une proportion importante de la population colombienne. Les indicateurs révèlent que 60% de la population totale avait un revenu inférieur au seuil de pauvreté en 2000. La pauvreté touche 51% de la population urbaine et 83% de la population rurale, ce qui signifie qu'environ 26,2 millions d'habitants sont pauvres. Dans les villes, ils sont environ 15,6 millions; dans les campagnes, ils sont environ 10,6 millions (environ 2 millions de ménages). La pauvreté extrême frappe 23,4% de la population totale. Alors que 16% seulement de la population urbaine en souffre, elle est le lot de près de 44% de la population rurale; plus de la moitié des ruraux pauvres vivent dans la misère.

4. En 2002, 11,5% des ruraux étaient au chômage, contre 4,5% seulement en 1994. En milieu rural, le taux est nettement plus élevé chez les femmes (19%) que chez les hommes (5,2%) selon les chiffres de 2000. Le chômage frappe principalement les groupes les plus pauvres de la population. La performance généralement négative de l'économie en milieu rural au cours de la dernière décennie s'explique par divers facteurs internes, notamment: a) les coûts de production élevés dus aux taux d'intérêt élevés, l'augmentation des loyers fonciers et les politiques de taux de change non favorables au secteur rural; b) l'absence d'une démarche progressive dans l'élimination des barrières protectionnistes, qui a exposé brutalement des sous-secteurs qui n'y avaient pas été préparés à la concurrence du marché mondial; et c) l'insécurité et la violence causées par l'escalade d'un conflit armé qui ont augmenté les coûts et les risques afférents aux investissements dans les zones rurales, entravé la formation d'un capital social rural et exacerbé la pauvreté.

5. Au cours de la période 1991-1996, le coût de la violence a atteint 17,2 milliards de COP, soit 25,3% du produit intérieur brut (PIB). Le recul du taux des investissements intérieurs et étrangers, qui est tombé de 19% du PIB en 1995 à 5% en 2001, est attribué à l'augmentation de la violence. Le conflit a aussi accru les déplacements internes de populations: selon une estimation prudente fondée sur le nombre de ceux qui font appel à l'aide du gouvernement, plus de 1 million de personnes auraient été déplacées depuis 1995.

6. La formulation et la réalisation des politiques de réduction de la pauvreté ont été une constante de la politique de la Colombie depuis les années 70. La Banque interaméricaine de développement (BID) ainsi que la Banque mondiale ont soutenu plusieurs projets de développement agricole et rural

au cours des trois dernières décennies. Le FIDA a financé la réalisation de deux projets seulement en Colombie depuis les années 80. Le premier (projet de développement rural Arauca II) a été approuvé en 1981 et cofinancé avec la BID. Son exécution a été entravée par la violence politique. Le FIDA a repris ses activités en 1996 avec l'approbation du Programme de développement des microentreprises rurales (PADEMER). PADEMER a été lancé en 1998 et est en cours d'exécution. Les décaissements ont atteint 35% du montant total du prêt de 16 millions de USD. Ce programme vise à soutenir la création et la consolidation de microentreprises rurales en vue d'atténuer la pauvreté dont souffre la population rurale sans terre. La BID, la Banque mondiale et d'autres donateurs, dont de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), financent actuellement plus de 20 projets de développement rural ou de réduction de la pauvreté en milieu rural.

7. Malgré ces efforts, la pauvreté, l'injustice sociale et la violence sont aujourd'hui le lot de la société rurale en Colombie. Ce sont aussi les principaux obstacles à un développement rural durable. Les campagnes ont été entraînées dans le cercle vicieux de la violence politique et de la pauvreté rurale. Le gouvernement sait fort bien que les politiques traditionnelles de développement rural ne suffisent pas à briser ce cercle et que la gravité de la situation exige une vision plus vaste et une solution plus radicale. Le Plan national de développement (PND) proposé consiste en sept grandes stratégies, dont chacune comprend des dispositions en faveur de la population rurale. Le gouvernement cherche activement le moyen de concevoir des *stratégies et instruments novateurs pour être davantage en prise avec les initiatives émanant de la base et des organisations locales de développement*. Il s'agira probablement de conjuguer les investissements sociaux dans les biens publics, les services et les facteurs externes à la mise en œuvre de mécanismes souples pour l'allocation des fonds aux initiatives présentées par les ruraux pauvres. Cela comprendrait aussi l'apport d'un soutien au développement des marchés locaux et régionaux pertinents. Il reste cependant à assortir cette approche d'une stratégie claire, notamment des politiques, mesures et ressources qui aideraient à nouer les liens requis entre les initiatives des citoyens et l'aptitude de l'État à les soutenir.

8. Le gouvernement se préoccupe sérieusement de la capacité du pays à exercer un impact sensible avec une rapidité suffisante. Il a demandé au FIDA de l'aider à formuler et appliquer la majorité des politiques et programmes proposés. Ce soutien ne se limite pas à une contribution financière, mais englobe le transfert d'expériences et de connaissances spécialisées et l'accès à des méthodes novatrices et à des modalités d'action qui réussissent dans des situations de conflit et d'après conflit. Le FIDA y trouverait un créneau et un rôle à jouer dans la situation que connaît actuellement la Colombie. La stratégie proposée reposerait principalement sur l'intensification des efforts tendant à renforcer les moyens d'action locaux et à faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés qui les intéressent et à les améliorer. Tels sont les grands axes du cadre stratégique du FIDA pour le développement et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales de la région Amérique latine et Caraïbes.

9. La concertation entre le FIDA et le gouvernement ne devrait pas se borner au Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR). La gravité de la situation en Colombie requiert la participation de diverses institutions et, en particulier, celle des services de l'administration chargés au premier chef de coordonner l'attribution des ressources publiques et de prendre des décisions à un niveau élevé concernant les divers organes sectoriels et ministères. Il est donc fortement recommandé que le Département national de la planification (DNP) ainsi que les conseillers de la présidence soient toujours inclus dans cette concertation. L'expérience du FIDA serait transférée au moyen d'investissements spécifiques (projets) complétés par la visite sur le terrain d'autres projets du FIDA dans la région (les "routes d'apprentissage"). Ces activités viendraient alimenter une concertation permanente au sujet du développement rural. Elles souligneraient aussi le rôle catalytique des activités du FIDA tout en autorisant des "synergies" éventuelles avec d'autres organismes de financement.

10. On a repéré un ensemble de secteurs d'action dans lesquels l'expérience du FIDA serait d'un grand intérêt pour la Colombie: a) *La mise en place de marchés pour les services financiers ruraux*: Le FIDA pourrait contribuer à la création de systèmes, produits et mécanismes novateurs pour l'apport de services financiers ruraux viables et efficaces (en particulier pour l'épargne, la microassurance et les transferts) fondés sur un réseau de fournisseurs formé d'organismes privés et d'ONG, et sur les besoins des particuliers et des entreprises en milieu rural. Un soutien pourrait être fourni pour élargir la clientèle touchée, améliorer la technologie, réduire le coût du service, donner des conseils sur les risques et consolider les actifs de ces fournisseurs de services financiers ruraux. b) *La mise en place de marchés pour les services non financiers spécialisés*. Il s'agit de créer des marchés pour la fourniture d'une assistance technique (en vue de la production, de la transformation, du commerce, des questions juridiques, etc.). Ces services seraient sous-traités directement par les bénéficiaires, idéalement par l'intermédiaire de fournisseurs locaux sur le marché. c) *Soutien à la création de microentreprises rurales génératrices de revenus*: Celles-ci contribuent à la diversification et à la réduction des risques et stimulent les liens et alliances avec des entreprises et fournisseurs de services plus importants dans le cadre de systèmes créateurs de valeur ajoutée. d) *Soutien aux initiatives visant à la gestion durable des ressources naturelles et des terres et à l'accroissement de la valeur du patrimoine biologique et culturel*. On y parviendra par l'attribution de stimulants monétaires aux propositions (idées) comme aux réalisations (résultats) émanant des communautés locales et de leurs organisations. e) *L'établissement de "corridors" sociaux et économiques*. Ceux-ci viseraient à relier les zones rurales, les villages et les bourgs intermédiaires possédant une forte identité sociale locale et des différences visibles.

11. L'intérêt du gouvernement serait garanti par ses efforts pour instaurer la paix et la stabilité dans certaines zones tampons. À cet égard, le programme financé par le Fonds en Colombie, PADEMÉR, se heurte à plusieurs problèmes d'exécution en raison de la violence politique qui sévit dans certaines zones du programme. Ce risque serait évité grâce à la protection du cadre institutionnel proposé. L'idée fondamentale serait de conjuguer PADEMÉR à la nouvelle opération afin de tester la validité de la nouvelle méthode du FIDA dans les zones tampons choisies de concert avec les organismes des Nations Unies, qui réduirait les causes de la violence. Compte tenu de l'expérience acquise et des besoins définis par le gouvernement en matière d'amélioration et d'innovation de plusieurs instruments politiques traditionnels pour le développement rural, le FIDA recommande que, plutôt que de créer une réserve de plusieurs projets, on commence par un programme pilote dénommé "Initiatives stratégiques de développement rural". Cette opération exigerait un soutien financier du FIDA d'environ 15 millions de USD ainsi que des fonds de contrepartie et des contributions (à définir) de cofinanceurs extérieurs.

12. Le programme aurait les trois grandes caractéristiques suivantes: a) un *cadre institutionnel*: le développement rural en Colombie devrait faire intervenir plusieurs secteurs de l'administration. La coordination permanente entre différents ministères, institutions et autres organisations suppose: i) une unité stratégique (groupe de réflexion) chargée d'assurer en permanence le suivi de l'ensemble des politiques, programmes et projets pertinents et d'apporter constamment des conseils aux décideurs. Cette unité devrait être implantée auprès du DNP; ii) un organisme de gestion du développement rural, qui coifferait les ministères afin d'assurer un arbitrage effectif entre les parties et une coordination efficace au niveau central et au niveau local entre les organisations intéressées. b) un *ciblage régional*: le programme serait réalisé dans un nombre limité de régions prioritaires ou pilotes. Les innovations du FIDA seraient incluses dans les programmes gouvernementaux en cours (microfinancement des services ruraux, microentreprises, services de soutien technique rural, problématique hommes-femmes, aide aux communautés indigènes et aux minorités ethniques, routes rurales, etc.), mais seraient concentrées dans les régions pilotes. Les organismes d'exécution pour les régions et activités seraient définis en fonction des caractéristiques locales. c) des *actions multisectorielles intégrées*: le principe de base du programme consiste à s'attaquer à la plupart des causes de la pauvreté rurale. Cette attaque se concentrerait sur un petit nombre de zones restreintes. Elle aurait recours à tous les instruments dont dispose le gouvernement ainsi qu'à des mécanismes

opérationnels visant à faire intervenir de près les pouvoirs locaux et à susciter une participation active de la base. Si l'on obtient les résultats escomptés à ce niveau d'intervention, l'étape stratégique suivante consistera à reproduire le programme à plus large échelle.

13. La présente proposition a été étudiée avec les pouvoirs publics (conseillers présidentiels, DNP, MADR, Ministère des transports, etc.) ainsi qu'avec les ONG, les organisations de la société civile, les organisations du système des Nations Unies et d'autres donateurs. La première opération nouvelle pourrait être cofinancée par le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que par la Société andine de développement.



**RÉPUBLIQUE COLOMBIENNE**  
**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**  
**(COSOP)**

**I. INTRODUCTION**

1. Durant les années 80, le FIDA n'a financé que deux projets en Colombie. Le premier (le projet de développement rural Arauca II) avait été approuvé en 1981 et cofinancé avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Le second a été interrompu peu après son lancement en raison de l'instabilité politique dans la région. Le FIDA a repris ses opérations en 1996 par l'approbation du programme de développement des microentreprises rurales (PADEMER). Le programme a démarré en 1998 et est en cours de réalisation. Les décaissements ont atteint 35% du montant total du prêt, qui est de 16,0 millions de USD. La Colombie a également bénéficié de dons régionaux financés par le FIDA pour la formation en matière de développement rural, l'évaluation et la formulation de la politique.

2. Le présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) a été rédigé entre septembre 2002 et février 2003. Il fait suite à la Lettre d'intention signée entre une délégation du Gouvernement colombien et le FIDA aux termes de laquelle les deux parties s'entendent pour organiser une mission stratégique visant à recenser les profils de projets et les domaines d'intervention des opérations futures du FIDA. La décision de rédiger le COSOP a été prise en coordination étroite avec le Gouvernement colombien. En fait, la nouvelle Administration, en fonction depuis août 2002, formule le Plan national de développement 2002-2006 (PND)<sup>1</sup>, qui doit être présenté au Congrès national au cours du premier trimestre de 2003. La formulation du COSOP tient compte de tous les renseignements disponibles sur le PND. Les missions de préparation du COSOP se sont entretenues avec les services et agents de l'administration, notamment le vice-ministre de l'agriculture et du développement rural, le Ministère des transports et les conseillers supérieurs de la présidence. En outre, elles ont tenu plusieurs réunions avec les représentants des institutions financières internationales présentes en Colombie, les dirigeants et les équipes d'exécution travaillant à divers projets, ainsi que les bénéficiaires du projet PADEMER financé par le FIDA. Le COSOP a pour principaux objectifs: a) d'évaluer l'état de la pauvreté rurale dans le pays et d'actualiser les informations que possède le FIDA à ce sujet; b) d'examiner les politiques actuelles du gouvernement en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté; c) de formuler des stratégies et politiques rationnelles du FIDA pour le pays afin de définir les apports techniques et financiers du Fonds.

**II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE<sup>2</sup>**

**A. Situation économique du pays**

3. **Le pays.** La Colombie vient au cinquième rang des pays d'Amérique latine par son étendue, avec une superficie totale de 1 141 748 km<sup>2</sup>. Sa population totale est estimée à 43,8 millions d'habitants et le taux annuel moyen de croissance démographique est de 1,9%. La population rurale représente près de 28% de la population totale (30% en 1991). Bien que l'exode rural ait fortement augmenté entre 1938 et 2001 (la part de la population rurale dans la population totale est passée de 69% à 28%), ce processus s'est ralenti au cours de la dernière décennie. On estime que 72% des

---

<sup>1</sup> Ce processus est défini par la Loi 152 de 1994, connue sous le nom de Loi organique pour le plan de développement.

<sup>2</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations et des données actualisées fournies par le département de la planification nationale.

Colombiens sont des *mestizos* (d'origine indo-européenne), 26% des Afro-Colombiens et 2% appartiennent aux communautés indigènes et autres groupes minoritaires. Le pays possède une diversité régionale et écologique remarquable, englobant les plateaux andins relativement froids dans les régions méridionales, les vallées tropicales humides des régions centrales, la jungle et les plaines humides des régions amazoniennes et les *sabanas* sèches de la région septentrionale de l'Atlantique. La Colombie est divisée politiquement en 32 départements (formant 1 073 municipalités) et le district de la capitale de Bogota.

4. **L'économie.** La Colombie se range dans les pays à revenu moyen inférieur, avec un revenu national brut par habitant de 1 890 USD (2001). L'économie colombienne est bien diversifiée et a connu une croissance satisfaisante pendant plusieurs décennies jusqu'au milieu des années 90. L'adoption en 1990 d'un ensemble de politiques économiques et de réformes institutionnelles comme la libéralisation des échanges, la privatisation et la réforme des secteurs bancaire et public a également eu des répercussions défavorables sur divers secteurs économiques et sociaux du pays. Les principales conséquences négatives ont été des taux de chômage très élevés (en particulier dans le secteur rural), une concentration excessive dans plusieurs secteurs économiques et une crise du secteur financier et bancaire. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé au taux annuel moyen de 4,7% de 1990 à 1995, mais avec de fortes variations annuelles. Après 1996, le pays a connu une forte récession économique qui a ramené la croissance à moins de 1%. De même, les finances publiques sont passées d'un excédent équivalant à 3,9% du PIB en 1990 à un déficit budgétaire de 5,4% en 1999. Le taux de chômage, qui était de 7,1% en 1994, est monté à 19,2% en 2000. L'inflation a atteint 7,5% en 2001 et on s'attend à ce qu'elle reste maîtrisée (6,2% en 2002). Cependant, à la fin de 2002, la croissance du PIB était estimée à 1,6% et le déficit du secteur public consolidé avait atteint 4,0% du PIB.

5. Un nouvel accord avec le Fonds monétaire international a été signé au début de 2003. Il fixe pour le déficit consolidé du secteur public un objectif de 2,5% du PIB à atteindre en 2003 et un autre de 2,1% pour 2004, lesquels dépendront de l'adoption de mesures politiques capitales visant à réduire le déficit budgétaire. Les buts du PND ont donc été définis comme "austères". Le taux annuel de croissance du PIB doit atteindre 2,0% en 2003, 3,3% en 2004 et 3,6% en 2005. Pour y parvenir, il faudrait un taux de croissance moyen des investissements bruts de 15,5% l'an. Le financement externe nécessaire au secteur public est estimé à 0,5% du PIB pendant les quatre prochaines années (soit environ 500 millions de USD par an). Le déficit consolidé du secteur public ne devrait pas dépasser 2,1% du PIB durant cette période. Le gouvernement se trouve donc devant la double obligation d'atteindre de nombreux objectifs qui sont liés à des programmes sociaux essentiels et qui conditionnent structurellement des solutions durables à la violence politique, tout en respectant les contraintes budgétaires imposées dans les domaines correspondants. Dans ces conditions, il lui faut absolument trouver les fonds internationaux à des conditions de faveur dont il a besoin pour réduire la pauvreté.

## B. Le secteur agricole

6. En 2001, l'agriculture a fourni 13% du PIB (20% en 1993). Les exportations agricoles représentent environ 24% de toutes les exportations (60% en 1990) et l'agriculture fournit 30% des emplois de l'économie colombienne. Environ 4,6 millions de personnes sont occupées dans les zones rurales du pays. Les principales cultures d'exportation sont le café, la canne à sucre, les fleurs et les fruits tropicaux. La demande interne en aliments de base est satisfaite par la production de riz, de haricots, de manioc, de bananes-plantains, de viande et de produits laitiers, de poisson et de volaille. Le pays importe de grandes quantités de blé et de maïs. Les politiques protectionnistes ont soutenu l'agriculture colombienne au cours des années 70 et 80. La performance de ce secteur reflétait cette situation spéciale, avec des taux moyens de croissance de 4,5% et 2,7%, respectivement, pour chacune de ces deux décennies.

7. La décennie écoulée (1991-2001) fait apparaître une performance totalement différente: le taux de croissance annuel moyen du PIB agricole a été négatif (-1,8%). Les politiques économiques adoptées pendant les années 90 ont favorisé la transition vers une économie ouverte, exigeant donc une modernisation sectorielle plus poussée et une spécialisation en produits tropicaux dont les avantages comparatifs pourraient être exploités et maintenus. Les superficies consacrées aux cultures traditionnelles pour la consommation intérieure et à la substitution des importations (principalement des cultures annuelles comme le riz, le blé, le maïs, l'orge et le sorgho) ont reculé de 875 000 ha, tandis que celles occupées par des cultures permanentes (canne à sucre, palmiste, fruits tropicaux) ont progressé de près de 300 000 hectares<sup>3</sup>. La faiblesse des prix internationaux et les problèmes phytosanitaires des années 90 ont fortement pesé sur le secteur du café. Sa performance négative dans l'ensemble durant la dernière décennie s'explique par divers facteurs internes: a) coûts de production élevés dus à l'augmentation des taux d'intérêt et du loyer de la terre, et politiques de taux de change défavorables à ce secteur<sup>4</sup>; b) absence d'une approche graduelle dans l'élimination des barrières protectionnistes, qui a rapidement exposé des sous-secteurs non préparés à la concurrence du marché; et c) insécurité et violence causées par l'escalade du conflit armé qui ont accru les coûts et les risques pour les investissements dans les zones rurales, y ont affaibli la formation du capital social et renforcé la pauvreté. Il faut y ajouter les facteurs externes comme la chute des prix internationaux des biens d'exportation et, en 1992, l'une des sécheresses les plus prononcées dans l'histoire de la Colombie.

8. Outre l'agriculture et l'élevage, la Colombie possède l'une des plus vastes réserves mondiales de la biodiversité. Ce bien n'est cependant pas encore géré comme il conviendrait. Une gestion appropriée pourrait être le point de départ de la création d'activités nouvelles et de revenus supplémentaires pour les habitants des régions rurales.

9. Le chômage rural touchait 11,5% de la population en 2002, contre 4,5% seulement en 1994. En milieu rural, il est beaucoup plus élevé chez les femmes (19%) que chez les hommes (5,2%). En outre, il frappe principalement les groupes les plus pauvres de la population. Selon des données récentes, le nombre de travailleurs ruraux a reculé d'environ 400 000 entre 1994 et 2000. Ce chiffre concorde avec la croissance de la population rurale sans terre, qui a grossi d'environ 500 000 personnes au cours de cette même période.

10. Environ 43% de la superficie totale des terres disponibles, soit 49 millions d'ha, est occupée par des activités agricoles, cultures, pâturages et forêts. On estime toutefois que sur près de 14 millions d'ha qui pourraient être mis en culture, 4,4 millions d'ha seulement (31%) sont cultivés, le reste ayant été converti en pâturages. 4,4 millions d'ha seulement (31% du potentiel) sont cultivés, alors que près de 14 millions d'ha pourraient être mis en culture. Ceux-ci ont été convertis en pâturages. Le régime d'occupation des terres est très inégal. Près de la moitié des unités de production (46,8%) dénombrées en 1995 étaient de petites exploitations de 0 à 5 ha qui occupaient à peine 3,2% de la superficie agricole totale. Les unités de 200 ha ou plus représentaient 40% de la superficie totale. Il convient de noter que 2,5% seulement de cette superficie était consacrée à l'agriculture<sup>5</sup>. La redistribution des terres est une question politique d'importance capitale depuis plus de 60 ans<sup>6</sup>. En dépit des nombreuses tentatives de réforme agraire, la Colombie se caractérise toujours par une forte concentration des revenus, avec un coefficient de Gini de 0,87. Ce phénomène s'explique en grande partie par l'existence d'avantages fiscaux pour l'agriculture et la protection disproportionnée dont jouit le sous-secteur de l'élevage; une tendance plus récente à une concentration plus poussée encore est

---

<sup>3</sup> Universidad Javeriana, *Cuadernos de Desarrollo Rural*, n° 48, 2002.

<sup>4</sup> Entre 1990 et 1999, les taux d'intérêt annuels moyens effectifs ont atteint 39,7%. Les mesures de libéralisation ont ouvert la voie aux capitaux étrangers, dont l'afflux a abouti à la surévaluation du peso, réduisant ainsi la compétitivité des exportations colombiennes. (Source: Banco de la República).

<sup>5</sup> Mission rurale, 1998.

<sup>6</sup> La Loi 200 a été adoptée en 1936.

due à l'achat de terres par les "barons de la drogue"<sup>7</sup> et au conflit violent qui force les ruraux à quitter leurs terres.

11. La population rurale représente environ 2,4 millions de ménages. On estime qu'il existe environ 1,4 million d'exploitations dans le pays, dont 1,1 million sont de petites exploitations. Près de 1,3 million de familles rurales font donc partie de la population rurale "purement sans terre"; 50% sont des ouvriers agricoles qui travaillent en permanence sur les moyennes et grandes exploitations et le reste forme un secteur énorme de la population rurale qui a mis au point de nombreuses stratégies de survie. L'emploi rural dans les services, le commerce et d'autres activités non agricoles a donc progressé de 18% en 1978 pour atteindre 36% en 1993 et près de 52% en 2000.

12. La perte de plus d'un demi million d'ha de terres cultivées a réduit les possibilités d'emploi et ceux qui n'ont pas de travail ne peuvent plus être absorbés par le secteur urbain. Ils se sont donc tournés vers les cultures illicites ou l'entrée dans les divers groupes armés, renforçant ainsi les problèmes de la violence et de l'insécurité qui découragent encore plus les investissements et contraignent la population au déplacement.

13. Les réformes structurelles réalisées dans les années 90 ont modifié ou démantelé les institutions publiques et les principaux moyens d'action en faveur du secteur agricole et des petits exploitants en particulier. Ces mesures portaient sur trois grands éléments: a) les prix, afin d'aligner les prix intérieurs sur les prix internationaux; b) les structures administratives, avec la réduction des effectifs des organismes publics et leur élimination, et l'accroissement de la participation du secteur privé, particulièrement dans la commercialisation et le progrès technique. Pratiquement tous les services de soutien aux petits et moyens exploitants ont été réformés ou fortement réduits. Un grand institut de recherche agricole et de vulgarisation a été décentralisé et les services de vulgarisation ont été transférés aux autorités locales sous forme d'unités au niveau municipal. Les services publics de commercialisation des produits agricoles ont été fermés. La couverture géographique de la principale banque agricole publique (la *Caja Agraria*) et les effectifs de sa clientèle de base ont été radicalement réduits. L'application de règles "dures" de financement dans le secteur bancaire a fermé l'accès au crédit à des milliers d'emprunteurs traditionnels. En bref, cette série de réformes n'a pas répondu aux attentes parce qu'elle n'a pas créé les conditions nécessaires à un changement dans la gestion du secteur public ou à la participation du secteur privé. L'aptitude de l'État à encourager une action collective et à satisfaire les exigences sociales ne s'est pas trouvée renforcée dans une mesure appréciable<sup>8</sup>. Devant les problèmes créés durant la décennie 90, le gouvernement reconnaît qu'il faut apporter des modifications institutionnelles plus profondes et plus appropriées aux orientations définies par les réformes du PND visant à la construction d'un "État communautaire" (*Estado Comunitario*).

### C. La pauvreté rurale

14. La pauvreté touche une part importante de la population colombienne. Les indicateurs les plus récents disponibles montrent que 60% de la population avait un revenu inférieur au seuil de pauvreté en 2000. La pauvreté touche 51% de la population des villes et 83% dans les campagnes. Ces chiffres signifient qu'environ 26,2 millions d'habitants sont pauvres. En milieu rural, ils sont 10,6 millions (soit environ 2 millions de ménages). La pauvreté extrême caractérise 23,4% de la population totale. Alors que ce phénomène ne touche que 16% de la population urbaine, il atteint près de 44% des habitants ruraux. Par conséquent, plus de la moitié des ruraux vivent dans la misère.

15. Par ses programmes d'investissements publics et en particulier ses projets de développement rural intégré, le Gouvernement colombien a réussi à améliorer l'accès de la population rurale aux

---

<sup>7</sup> Reyes, Alejandro, "La compra de tierras por narcotraficantes en Colombia", 1995.

<sup>8</sup> Machado, Absalón et Samacá, H., "Las Organizaciones del Sector Agropecuario: Un Análisis Institucional", 2000.

services essentiels (eau, assainissement, électricité, éducation et santé)<sup>9</sup>. Cette amélioration n'a cependant pas été de pair avec une réduction parallèle des niveaux de pauvreté mesurés en termes de revenus. En 1999 et en 2000, la pauvreté est revenue aux niveaux relevés près de 15 ans auparavant (Voir tableau ci-dessous).

#### ÉVOLUTION DE LA PAUVRETÉ (SEUIL DE PAUVRETÉ, EN %)

Année	1978	1988	1995	1999	2000
Taux de pauvreté	94	80	76	80	83
Taux de pauvreté extrême	68	48	40	40	43

Sources: Département national de la planification, Département national des statistiques (SISD, n° 31), Banque mondiale (pour 1978 et 1988).

16. Si la pauvreté consiste à disposer de deux dollars par jour, elle touche 30% de la population rurale puisque c'est la proportion qui vit avec moins de deux dollars par jour, alors qu'au niveau national cette proportion tombe à 16% et se réduit à 5% en milieu urbain.

17. La faiblesse des revenus, le chômage et le manque d'accès aux ressources productives sont les principales causes de la pauvreté dans le pays. La pauvreté a de graves conséquences en milieu rural. La malnutrition infantile est actuellement de 19%. La durée moyenne de la fréquentation scolaire est de 4,4 ans seulement en milieu rural (quatre ans de moins que la moyenne urbaine). Un grand nombre des ménages ruraux n'ont toujours pas accès aux services essentiels. Seuls 10% ont accès à l'eau potable, 37% seulement aux services d'assainissement et 15% au téléphone. Ces insuffisances étaient cependant beaucoup plus prononcées il y a dix ans. Il faut en effet remarquer que le réseau électrique dessert aujourd'hui 88% de tous les ménages ruraux.

18. La pauvreté est plus prononcée chez plusieurs groupes particulièrement vulnérables de la population rurale. Les Colombiens les plus vulnérables à la pauvreté sont les femmes rurales, les enfants de tous âges et les personnes à charge de jeunes chefs de ménage aux qualifications faibles ou intermédiaires. Les Afro-Colombiens, les peuples indigènes et les minorités ethniques, vivant pour la plupart dans des zones rurales reculées, sont parmi les plus touchés par la pauvreté. Les déplacements causés par le conflit armé sont une autre cause importante de la vulnérabilité des habitants qui ont quitté récemment les zones rurales.

19. **La problématique hommes-femmes et les femmes rurales.** Au niveau national, l'indice sexospécifique de développement humain est passé de 0,65 en 1985 à 0,77 en 1995 (SISD, n° 18). Si un indice égal à 1 correspond à une égalité absolue entre les sexes, ces chiffres révèlent une tendance favorable pour les femmes. Pourtant, les femmes, et en particulier les femmes rurales, restent nettement désavantagées.

20. Les femmes forment 51,8% de la population totale. On estime que les femmes rurales représentent 48% de tous les habitants ruraux. Le nombre d'enfants par femme a sensiblement diminué au cours des 25 dernières années, tombant de 6,7 à 3,1. Les femmes rurales ont 1,8 enfant de plus que les femmes urbaines. C'est là un indice sérieux d'une modification profonde de la structure familiale. Les femmes occupent une plus large place dans la population active et doivent consacrer moins de temps à la maternité et aux soins des enfants. Le rôle des deux sexes s'est modifié progressivement. Alors que l'espérance de vie est plus élevée chez les femmes (74 ans) que chez les hommes (67 ans) et que plusieurs indices de santé sont meilleurs chez les femmes, le taux d'analphabétisme des femmes rurales était légèrement supérieur (17,3% en 1995) à celui des hommes (16,9%). De nos jours, 78% des filles fréquentent l'école pendant quatre ans ou plus, alors que 80%

<sup>9</sup> L'indice des besoins non satisfaits de la population rurale était de 68% en 1973, alors qu'en 1993 il était tombé à 30%.

des garçons en font autant. Au niveau secondaire, le taux de fréquentation est toutefois plus élevé chez les femmes (93%) que chez les hommes (90%).

21. Les femmes forment 29,8% de la population rurale économiquement active et, selon des données récentes, 51% des femmes avaient un emploi en 1997. Le déséquilibre le plus prononcé de tous les indices est celui du revenu du travail: les femmes rurales gagnent en moyenne 22% seulement du revenu des hommes. Les femmes sont à la tête de 24% de tous les ménages ruraux (environ 500 000). Parmi elles, 57% sont sans terre. En milieu rural, les activités productives sont beaucoup plus diversifiées dans les ménages dirigés par une femme que dans ceux dirigés par un homme. Les femmes travaillent dans l'agriculture (31%), dans les industries rurales (13%), dans les services (25%) et dans la commercialisation (32%). La pauvreté rurale frappe 61% des ménages ruraux dirigés par une femme, ce qui correspond à la moyenne, mais le pourcentage des ménages ruraux vivant dans l'extrême pauvreté est plus élevé quand ils sont dirigés par une femme (56%) que quand ils le sont par un homme (52%). La violence et l'instabilité politique dans les zones rurales touchent plus gravement les femmes rurales. Parmi les personnes déplacées, près de 60% sont des femmes qui abandonnent leur ménage pour protéger leurs enfants, alors que les hommes restent sur place pour tenter de maintenir l'exploitation en vie.

#### **D. Obstacles au recul de la pauvreté rurale et possibilités en ce domaine**

22. En Colombie, l'étendue de la pauvreté rurale est directement liée à une tradition d'absence de justice et de violence dont ont été victimes les secteurs les plus pauvres et les plus vulnérables de la société. Plus de 1 million d'habitants ont été contraints d'abandonner leurs terres et leur foyer et ont assisté à la destruction de leurs maigres ressources. Toutefois, le gouvernement comme le secteur privé s'efforcent d'encourager les investissements visant à réduire la violence et la vulnérabilité des plus pauvres, à créer des emplois, à améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres et à soutenir les activités génératrices de revenus de ces populations. Le FIDA participe à cet effort par son programme de soutien aux microentreprises rurales qui bénéficie directement aux petits entrepreneurs et crée des liens avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les entreprises urbaines de taille moyenne.

23. Les bons résultats obtenus dans la réduction du nombre de besoins essentiels non satisfaits, l'extrême diversité géographique et culturelle et le grand potentiel économique du pays, alliés à la volonté des organisations sociales et aux initiatives de création d'entreprises chez les pauvres, offrent au FIDA à la fois un défi et une occasion de réaliser des opérations nouvelles en Colombie.

#### **E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté**

24. En Colombie, la formulation et l'application des politiques de réduction de la pauvreté se sont imposées dans les années 70 et sont restées de mise sous les divers gouvernements jusqu'à ce jour. Sur le plan de la pauvreté rurale, ce processus a commencé avec le Fonds pour le développement rural intégré (*Fondo DRI*) en 1975. Ce programme a reçu le soutien extérieur de la BID. Celle-ci, tout comme la Banque mondiale, a également soutenu plusieurs projets de développement agricole et rural au cours des trois dernières décennies. Le projet PADEMÉR, financé par le FIDA à partir de 1996, vise à soutenir la création et la consolidation des microentreprises rurales en tant qu'instrument d'atténuation de la pauvreté rurale dont souffre la population rurale sans terre. Grâce à un effort important, la Colombie a relevé les dépenses publiques sociales et a presque doublé leur part dans le PIB au cours des années 90. L'accent mis sur la pauvreté dans les programmes de dépenses publiques sociales, dont les prestations ont été centrées sur les ruraux pauvres, a fortement contribué à leur bien-être. L'évolution favorable des besoins essentiels non satisfaits en témoigne.

25. Paradoxalement, en dépit de ces efforts, la société colombienne se caractérise aujourd'hui par une pauvreté croissante des revenus, l'injustice sociale et la violence. Par leur exacerbation, en

particulier depuis 1995, ces facteurs sont devenus le principal obstacle à un développement rural durable. Un cercle vicieux s'est enclenché entre la violence politique dans les campagnes et la pauvreté rurale. Le gouvernement sait fort bien que les politiques traditionnelles de développement rural ne suffisent pas à le briser et que la gravité de la situation exige une solution plus large et plus radicale. Le PND proposé consiste en sept grandes stratégies dont chacune comprend des mesures qui s'adressent à la population rurale. La protection et la promotion des habitants des campagnes, en particulier, alliées à la reconnaissance de l'importance de la vie rurale pour la démocratie colombienne, inspirent la stratégie de "gestion sociale" des campagnes colombiennes (*Manejo Social del Campo*), l'un des sept programmes proposés dans le PND. Cette approche est conforme à la stratégie régionale du FIDA puisqu'elle contient les objectifs et caractères suivants:

- La lutte contre la pauvreté et la stagnation économique implique le soutien intégral des activités agricoles et non agricoles entreprises sous l'égide de vastes alliances et coalitions sociales entre producteurs ruraux, entrepreneurs ruraux, coopératives (et associations analogues fondées sur la réciprocité), ONG et autres agents économiques. Ces activités possibles doivent avoir de bonnes chances de créer de la valeur ajoutée, des revenus et des emplois et de promouvoir la justice dans la société rurale. La transformation des réseaux et miniréseaux d'approvisionnement, reposant sur des accords sectoriels et régionaux, est l'un des principaux moyens d'action dans ce domaine.
- La transformation suppose l'intégration. On stimulera donc les échanges et synergies entre zones rurales et centres urbains, compte tenu des couloirs économiques et sociaux qui les relient.
- La stratégie repose en grande partie sur le renforcement des organisations rurales à assise communautaire et sur le capital social rural en général. Ce renforcement encouragera à son tour une participation active et créera un environnement propice à l'instauration de la confiance, en particulier au niveau local.
- Les investissements en infrastructures de base (essentiellement les routes et services essentiels) et en ressources productives (y compris un meilleur accès à la terre, aux capitaux, à l'information et aux savoirs) exigeront des mécanismes de ciblage régional conçus avec soin. La planification de l'utilisation des terres et des ressources revêt une importance capitale à cet égard.
- Enfin, la stratégie repose sur le bon fonctionnement des marchés financiers (microfinancement et capitaux d'investissements), ainsi que sur le dynamisme et la compétitivité des marchés des biens et services utiles aux zones rurales et importants pour leurs activités.

26. Il convient cependant de s'interroger sur la capacité réelle du pays à réaliser ce vaste ensemble de stratégies, programmes, cadres juridiques et activités proposées ou, plus important encore, à exercer un impact considérable et en temps voulu. On a fait observer en particulier que:

- La mise en œuvre des politiques interviendra dans le cadre de restrictions budgétaires et d'une liberté d'action limitée sur le plan financier. Il faudra donc faire preuve de cohérence et de coordination dans l'allocation des ressources publiques et privées et dans l'attribution de l'aide au développement et des crédits extérieurs.
- L'ajustement institutionnel, qui implique la transition vers un "État communautaire" entraînera la réduction des effectifs, la rationalisation et la décentralisation ainsi qu'un renforcement institutionnel. Les nouvelles organisations, ainsi que leurs homologues civils, ne seront pas en mesure de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ni d'encourager

efficacement le développement rural si elles ne se familiarisent pas avec les bonnes pratiques, la concertation et les approches novatrices pour la solution des problèmes.

27. Le gouvernement a demandé au FIDA de l'aider à formuler et appliquer avec plus d'efficacité la plupart des politiques et programmes proposés récemment en raison de l'expérience acquise par le FIDA dans les situations de conflit et d'après conflit dans la région. Ce soutien ne s'entend pas simplement en termes de contributions financières, mais plutôt comme un transfert d'expérience et d'accès à des méthodes novatrices et à une façon de procéder et il fera partie de la contribution du FIDA aux efforts des organismes des Nations Unies pour maintenir la paix.

### III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA EN COLOMBIE

28. **Stratégies et opérations actuelles.** Le FIDA a réalisé en 1993 une brève étude stratégique et une mission générale d'identification en réponse à une demande expresse du gouvernement. Suite à ce travail, le FIDA a repris ses opérations en 1996 par l'approbation du prêt 426-CO (PADEMÉR). Lancé en 1998, ce programme est en cours de réalisation. Il reposait sur le diagnostic et les directives stratégiques issus des études ci-dessus. D'autre part, on avait déjà pris connaissance de la situation en matière de pauvreté rurale, de l'importance croissante de la production non agricole pour la population rurale, en particulier les paysans sans terre, et de la nécessité de politiques spéciales pour soutenir les microentreprises rurales, ce qui avait servi de base à la définition d'une stratégie propre au FIDA centrée sur ces aspects. Le processus de décentralisation du gouvernement qui avait déjà été fixé par la loi durant ces années, de même que la performance attendue du secteur agricole, explique probablement que l'on ait surestimé l'efficacité de la stratégie et du programme proposés.

29. La Colombie a aussi bénéficié de dons régionaux du FIDA pour la formation au développement rural. Le Programme régional de formation au développement rural (Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou et Uruguay) a largement influencé la formulation et la réalisation du Programme national pour le transfert de technologie agricole financé par la Banque mondiale. Le Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets d'atténuation de la pauvreté rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes et le Programme régional de formation au développement rural ont aussi facilité la formulation des politiques, la formation, l'échange d'expérience et la conception et la réalisation des projets. En 2001, l'Association des paysans et des femmes indigènes de Boyacá, une ONG colombienne, a reçu un don du FIDA au titre du programme de coopération élargie d'un montant total de 45 000 USD (projet de développement des microentreprises pour les femmes du département de Boyacá). Ce projet vise à consolider les microentreprises gérées par les femmes de ménages ruraux pauvres en leur fournissant des services non financiers, comme la formation aux affaires, la planification et une aide à la commercialisation.

30. **Enseignements tirés.** Depuis 1998, l'intervention du FIDA en Colombie a été centrée sur l'assistance financière, l'aide à la formulation des orientations générales et le soutien technique à l'installation des microentreprises rurales.

31. Plusieurs activités du projet PADEMÉR<sup>10</sup> ont souffert de l'absence d'une gestion efficace des intérêts sectoriels. On peut tirer plusieurs leçons de cette expérience: a) il faut une meilleure coordination entre institutions, spécialement pour les initiatives qui font intervenir plusieurs ministères; b) il faut remédier à l'absence d'une participation efficace au niveau local ainsi qu'à la distance qui sépare les fournisseurs de services et les agents de l'administration (dans la capitale) des autorités locales et des parties prenantes.

---

<sup>10</sup> Le programme devait être dirigé par un comité de pilotage composé de représentants du Ministère de l'agriculture et du développement rural, et du Ministère du développement (chargé du programme national des microentreprises). La concurrence entre les deux ministères concernant les fonds et la prise de décisions a fait échouer les activités du programme pendant les deux premières années de leur exécution.

32. L'intervention précédente du FIDA a montré que les microentreprises rurales peuvent contribuer à la réalisation des principaux objectifs de développement, comme la création de revenus ruraux, l'augmentation de la production et de la productivité et l'accroissement de la valeur intrinsèque et commerciale des actifs ruraux (notamment la vie rurale, la culture et les racines ethniques), alors qu'ils sont en général sous-évalués et sous-estimés. Le développement des microentreprises rurales dans les zones cibles du pays privilégie aussi la reconstruction du capital social. Il convient de citer également le rôle des emplois créés par le projet pour les jeunes, qui aide à prévenir le recrutement des jeunes chômeurs par les groupes violents:

- L'approche du FIDA a rehaussé la valeur des programmes orientés vers la demande dans l'allocation de ressources. Les fonds publics ont été dirigés vers les fournisseurs de services mis en concurrence pour le compte des communautés rurales, selon des procédures transparentes et démocratiques et des règles et critères techniques bien définis. Les bénéficiaires des projets ont participé à la prise de décisions aux côtés des experts et des représentants de la municipalité. L'ouverture à la concurrence a encouragé la formation de marchés régionaux pour l'assistance technique à la création de microentreprises rurales, la production et la transformation, la commercialisation et la gestion administrative et financière, parmi d'autres domaines.
- Malgré l'absence d'une politique nationale pour le développement des services financiers ruraux<sup>11</sup> et l'envergure limitée de l'intervention du FIDA, l'expérience a été profitable. Elle a consisté à: a) renforcer les capacités locales et régionales à offrir des services de microcrédit<sup>12</sup>; b) évaluer toutes les sortes de biens publics et leur utilisation comme garantie des microprêts; c) établir des services décentralisés orientés vers la clientèle qui utilisent des procédures simplifiées et de courtes périodes de décaissement; d) fournir du crédit à des taux d'intérêt réels non subventionnés; et e) concevoir et utiliser des stimulants qui récompensent les microentreprises rurales de bonne réputation en matière de crédit et stimuler la constitution d'un capital dans les régions rurales (sous forme de machines, d'équipement, d'innovation technique, etc.). Les microentreprises rurales qui réussissent ont aidé les communautés rurales à constituer des fonds de solidarité, avec une assistance technique qui est sous-traitée dans le cadre des activités du FIDA.
- Le ciblage reposait sur le potentiel régional de production, les plans régionaux de développement et la possibilité d'établir des liens avec des réseaux plus vastes de recyclage le long des couloirs reliant la campagne à la ville et au sein de grandes entreprises agricoles. Cette dernière approche a permis notamment de repérer les possibilités qui s'offraient aux microentreprises rurales dans le recyclage des matières pour les bananeraies commerciales.
- Les contraintes budgétaires du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) – imposent de graves limitations à l'extension et à la reproduction des activités du programme. La coordination budgétaire entre différents secteurs de l'administration pourrait aider à surmonter ces limitations. Le Département national de la planification (DNP) devrait jouer un rôle central et constant dans la recherche de ces types d'arrangements, à défaut desquels les activités réussies du programme n'auront toujours qu'un impact trop limité.

---

<sup>11</sup> Le Département national de la planification (DNP) et la Banque mondiale mènent actuellement des études sectorielles visant à définir les politiques appropriées dans ce domaine.

<sup>12</sup> Les fournisseurs sont notamment des ONG à vocation financière, des fonds renouvelables d'épargne et de crédit à assise communautaire, des coopératives régionales et d'autres agents financiers privés.

33. Dans l'exécution des activités des microentreprises rurales et la reproduction de ce type d'initiative, on tiendra compte des directives suivantes:

- **Cibler davantage et plus efficacement:** Les interventions réussies aux niveaux local et régional devraient servir de base à la reproduction et à l'extension des activités des microentreprises rurales dans d'autres régions choisies.
- **Encourager le renforcement des moyens d'action locaux:** Par son approche, le FIDA a entraîné d'importants changements institutionnels visant à remodeler les rapports entre État et la société civile. En instaurant graduellement la confiance et la transparence, il s'est efforcé de gérer et de réglementer la participation et l'intervention des différents organismes (ONG, groupes communautaires, organes municipaux, organismes de microfinancement, universités, MADR, etc.). Cette fonction de réglementation a été capitale pour l'innovation, la créativité, la rentabilité, la durabilité et les atouts concurrentiels des microentreprises rurales génératrices de revenus. La recherche d'un consensus sur les règles du jeu se fera à plusieurs niveaux. Les accords sur la concurrence et les alliances entre producteurs fixeront des cadres généraux. Ainsi, des protocoles sur l'offre et la qualité des produits seront indispensables aux accords de réseaux de recyclage, et il faudra des règles différentes pour réglementer l'offre compétitive d'assistance technique et gestionnaire.
- **Promouvoir un effet catalytique:** Il convient de documenter les enseignements tirés de la réalisation de PADEMÉR et d'en faire profiter d'autres secteurs de l'administration, notamment le nouvel organisme décentralisé qui devrait prendre sa succession<sup>13</sup>. Les innovations introduites par PADEMÉR devraient conduire à une concertation avec les agents nationaux et locaux, publics et privés et avec les organisations paysannes. L'exploitation des ressources utiles au développement rural dans d'autres secteurs de l'administration (outre le MADR) devrait être l'objet d'une directive stratégique afin de tenir compte de l'ampleur et de la gravité des problèmes que connaissent les zones rurales.

#### IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

##### A. Créneau stratégique du FIDA et axes proposés

34. La mission chargée du COSOP a constaté que le gouvernement était fermement décidé à faire reculer la pauvreté, à instaurer la paix et à promouvoir le développement de la Colombie rurale. À cet égard, la nouvelle administration s'est engagée à soutenir les initiatives émanant des communautés qui visent à créer des revenus et des emplois, tout en créant un capital social. Le développement rural durable est le seul moyen à long terme de mettre fin à la violence politique et sociale qui règne dans les campagnes.

35. Les données officielles montrent que plus de 80% des ruraux vivent dans la pauvreté et que celle-ci s'est généralisée avec le temps. Il apparaît aussi que 43% seulement des habitants des campagnes ont aujourd'hui l'agriculture comme unique source de revenus et d'emplois, contre 80% en 1965. Il est probable que cette tendance à la baisse se maintiendra. Ces facteurs sont d'une importance capitale si l'on veut comprendre que la solution au problème de la pauvreté rurale ne saurait résider uniquement dans l'agriculture. Les ruraux pauvres ne sont plus typiquement de petits paysans qui cherchent à accroître la productivité d'une culture unique sur de maigres parcelles. À l'heure actuelle, ils sont bien souvent membres d'une microentreprise familiale qui a des intérêts divers dans le commerce des ressources, des produits et des services. Financé par le FIDA, PADEMÉR a été planifié

---

<sup>13</sup> Un institut de développement rural viendra probablement remplacer quatre institutions existantes: l'Institut colombien de la réforme agraire, l'Institut national d'irrigation et de préparation des terres (INAT), le Fonds de développement rural intégré (Fondo DRI) et l'Institut national de la pêche et de l'aquaculture.

sur la base de cette analyse et de ce profil de la pauvreté rurale et des ruraux pauvres dans le pays. Compte tenu de l'environnement difficile et de plusieurs leçons tirées de son exécution, il convient toutefois de modifier et de renforcer son approche. C'est pourquoi la stratégie actuelle du gouvernement met l'accent sur les possibilités offertes par les microentreprises et d'autres alliances et accords de coopération économique et sociale. Cette stratégie multiforme de lutte contre la pauvreté, reposant sur les identités locales et régionales, tient compte du potentiel du monde rural et des villages, bourgs et villes de la Colombie.

36. Le gouvernement recherche activement le moyen de concevoir des *stratégies et instruments novateurs pour forger des liens plus étroits avec la société rurale*. Il s'agira probablement de combiner les investissements sociaux dans les biens publics, les services et les facteurs externes avec la mise en place de mécanismes souples pour attribuer efficacement les fonds publics aux activités créatives qui seront entreprises par les ruraux pauvres. Cela consistera aussi à soutenir l'établissement de marchés locaux et régionaux pertinents. Il reste cependant à assortir cette approche d'une stratégie claire, notamment des politiques, procédures et ressources qui aideraient à nouer les liens requis entre les initiatives des citoyens et la volonté de l'État de soutenir ces initiatives.

37. La recherche d'approches appropriées, l'échange d'expérience et l'aide apportée au gouvernement dans la conception et l'adoption des outils voulus pour atteindre les objectifs mentionnés plus haut représentent pour le FIDA un créneau et un rôle qu'il est à même de jouer dans la situation qui est celle de la Colombie. Les éléments essentiels de la stratégie proposée pour la Colombie seraient donc le renforcement des moyens d'action locaux et la promotion des marchés dont les ruraux pauvres ont besoin ainsi qu'un meilleur accès à ces marchés. Ces trois grands axes caractérisent le cadre stratégique du FIDA pour le développement et la réduction de la pauvreté rurale dans la région Amérique latine et Caraïbes.

### **B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets**

38. La Colombie offre au FIDA un large éventail de possibilités d'intervention et, en particulier, la possibilité de consolider son rôle d'agent actif d'innovation en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale et d'expert dans les situations de conflit et d'après conflit. À cet égard, le gouvernement considère que les possibilités pour le FIDA s'inscrivent dans les grandes lignes suivantes:

- intensifier l'intervention du FIDA en s'appuyant sur PADEMER, son expérience et ses retombées et en lançant un nouveau projet (voir plus loin);
- soutenir la formation du capital social. Le PND met en évidence le rôle des alliances et des arrangements novateurs de coopération qui font appel aux organisations communautaires, aux entrepreneurs privés et aux organismes publics. Cette façon de faire ouvre la voie aux investissements destinés à la formation d'un capital social rural dans des domaines étroitement liés aux problèmes essentiels (microentreprises rurales, accès aux services techniques et financiers ruraux, création de revenus par de petits systèmes de transformation ajoutant de la valeur et stratégies de mise en valeur des biens publics);
- renforcer le rôle catalytique de l'approche du FIDA par un soutien au changement institutionnel, à la concertation, à l'innovation et à la communication, et consolider les liens avec d'autres initiatives du FIDA en Amérique latine.

39. On a cerné un ensemble de domaines thématiques sur le plan des possibilités et des orientations générales dans lesquels l'expérience du FIDA est particulièrement intéressante pour la Colombie:

- *la mise en place de marchés pour les services financiers ruraux* (à ne pas confondre avec le crédit agricole). L'une des principales carences apparues durant l'exécution de PADEMÉR<sup>14</sup> est l'absence de services financiers ruraux attentifs aux besoins des agents économiques ruraux pauvres et petits et des organisations de même nature. Les opérations du FIDA pourraient contribuer à la création de systèmes, produits et mécanismes novateurs pour l'apport de services financiers ruraux efficaces et viables (en particulier les services d'épargne, de microassurance et de transfert) fondés sur un réseau d'organismes privés et sur les besoins des particuliers et des entreprises en milieu rural. Un soutien pourrait être fourni pour en élargir la clientèle touchée, améliorer la technologie, réduire les coûts du service, offrir des conseils sur les risques et améliorer les actifs de ces fournisseurs de services financiers ruraux;
- *la mise en place de marchés pour les services non financiers spécialisés*, qui implique la création de marchés pour l'apport d'une assistance technique (en vue de la production, de la transformation, du commerce, des questions juridiques, etc.). Ces services seraient sous-traités directement par les bénéficiaires, dans l'idéal par l'intermédiaire de fournisseurs locaux si les conditions du marché le permettent.
- *le soutien à la création de microentreprises rurales génératrices de revenus* qui contribueraient à la diversification, réduiraient les risques et stimuleraient les liens et alliances avec des entreprises et des fournisseurs de services de plus grande envergure dans le cadre de petits réseaux de transformation créatrice de valeur ajoutée<sup>15</sup>;
- *le soutien aux initiatives visant à la gestion durable des ressources naturelles et des terres et à l'accroissement de la valeur du patrimoine biologique et culturel* par l'attribution de stimulants monétaires aux propositions (idées) et aux réalisations (résultats) émanant des communautés locales et de leurs organisations;
- *l'établissement de "corridors" socioéconomiques* reliant les zones rurales, les villages et les bourgs sans nuire à leur identité ou à leurs spécificités locales.

40. Ce sont là les principaux domaines d'innovation dans lesquels le FIDA pourrait jouer un rôle important en vue d'améliorer les politiques et programmes actuels du gouvernement. En fait, l'examen du PND montre qu'il existe environ 30 programmes et projets dont les objectifs et l'objet sont étroitement liés au développement rural et à la réduction de la pauvreté rurale. Il convient de noter que la plupart de ces initiatives ne sont pas réalisées par le MADR. Ainsi, c'est le Ministère des transports qui est chargé d'exécuter le vaste programme routier (*Vías para la Paz*), qui sera réalisé par des microentreprises rurales et locales; c'est le Bureau du Président qui est directement responsable de plusieurs projets traitant du développement rural dans des régions déterminées (centré sur les personnes déplacées) et des projets de réforme agraire, ainsi que d'autres projets concernant les populations indigènes; le Ministère de l'intérieur est chargé de promouvoir le développement des associations municipales rurales destinées à favoriser la participation locale; les institutions financières formulent les règles et encouragent les institutions de microfinancement, notamment dans les zones rurales; le MADR s'occupe activement de la réforme des services techniques ruraux en

<sup>14</sup> À son achèvement à la fin de 2004, le projet PADEMÉR aura contribué à la création de microentreprises rurales rentables dans les zones choisies de la Colombie.

<sup>15</sup> La notion de valeur ajoutée est préférée à celle de système de production, car l'objectif n'est pas d'accroître la production ou la productivité des facteurs, mais plutôt de créer de la valeur (un revenu) et de la transférer aux ruraux pauvres et à leurs biens corporels et incorporels.

améliorant les équipes de vulgarisation au niveau municipal et en reliant entre elles les associations municipales rurales, etc. Dans ces conditions, le FIDA devrait combiner les nouvelles opérations aux activités en cours, exécutées avec plus d'efficacité (PADEMER par exemple), et, dans les deux cas, jouer un rôle éminent dans l'introduction des innovations.

41. Cette stratégie suppose aussi la prise en considération des enseignements fournis par la réalisation de PADEMER. Elle soulève des questions essentielles quant à la définition et à la sélection des cibles régionales d'intervention. Un ciblage régional approprié revêt une importance particulière en raison des difficultés politiques et budgétaires que connaît actuellement le pays. Il est fortement recommandé d'adopter des critères qui tiennent compte des investissements conjoints avec d'autres secteurs. L'expérience du FIDA serait transférée au moyen d'investissements déterminés (projets) qui seraient complétés par la visite sur le terrain d'autres projets du FIDA dans la région (les "routes d'apprentissage"). Les expériences pertinentes seraient recherchées et adaptées à la situation de la Colombie. Ces activités fourniraient les éléments d'une concertation permanente au sujet des objectifs en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté et des priorités d'action fixées dans le PND. Elles souligneraient aussi le rôle de catalyseur des activités du FIDA, tout en autorisant des synergies éventuelles avec d'autres organismes de financement.

### **C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé**

42. Très souvent, dans les zones rurales les plus dangereuses du pays, les ONG nationales sont les seules institutions actives sur le terrain. Dans le cadre du projet PADEMER, l'assistance technique et les services financiers ruraux sont fournis par des ONG, dont certaines sont des fondations privées créées pour concrétiser le sens de la responsabilité sociale et de la solidarité exprimé par les entreprises privées. Le Département du développement international (Royaume-Uni) soutient un programme intéressant d'aide aux ONG rurales par le renforcement de leurs capacités et de leur capital humain et administratif. En Colombie, il n'est pas possible d'entreprendre des activités viables et de viser à les reproduire dans les zones rurales reculées sans la coopération des ONG nationales. Le programme financé par le FIDA collabore étroitement avec elles et toute opération nouvelle en Colombie suivrait la même voie.

### **D. Liens possibles avec d'autres donateurs et institutions**

43. Le portefeuille colombien financé à l'extérieur équivaut actuellement à environ 6,3 milliards de USD. Il s'agit de 83 projets (prêts), dont 15 sont encore effectifs pour un montant de 1,4 milliard de USD. La BID est le principal financeur, avec 41 projets et a un programme total de prêts d'environ 3,0 milliards de USD. La Banque mondiale vient en second rang, avec 27 projets d'une valeur de 1,9 milliard de USD, et la Société andine de développement (SAD) est le troisième financeur extérieur avec trois projets d'une valeur de 430 millions de USD. Le reste est composé du FIDA et du financement bilatéral (voir l'appendice V pour plus de précisions). La plupart de ces ressources sont des prêts consentis à des conditions ordinaires. Il ressort d'une analyse du portefeuille que près de 2,0 milliards de USD sont investis dans des projets qui se rapportent directement ou indirectement au développement rural et agricole, ainsi qu'à l'assistance aux populations déplacées victimes de la violence politique.

44. La BID finance des projets à l'appui de la réforme agraire et de la délivrance de titres fonciers ainsi que des institutions de crédit agricole (Bancoldex) et certains programmes régionaux de développement qui englobent des zones urbaines et rurales. Les projets de la BID sont réalisés principalement par le MADR et par les organismes apparentés, dont l'Institut national d'irrigation et de préparation des terres (INAT) et l'Agence financière pour le développement territorial (FINDETER), mais d'autres organismes gouvernementaux interviennent également, comme Mindesarrollo, les administrations locales et le Bureau du Président (le Fonds d'investissement pour la paix). La Banque mondiale finance la modernisation des systèmes de transfert de technologie agricole

dans le cadre du Programme national pour le transfert de technologie agricole (PRONATTA) et le projet des *Alianzas Productivas para La Paz* avec le MADR. En outre, elle participe au financement des programmes régionaux de développement qui englobent des zones urbaines et rurales (avec FINDETER et le Bureau du Président comme agents d'exécution). La SAD est le principal organisme de financement du vaste programme de routes rurales (*Vías para la Paz*). Il est exécuté par le Bureau du Président (le Fonds d'investissement pour la paix) et le Ministère des transports.

45. Des entretiens ont été organisés avec les organismes nationaux d'exécution et les organisations de financement externe afin de découvrir les meilleurs moyens de coordonner l'action et de trouver les liens stratégiques pour l'avenir. Le MADR encourage une coordination étroite entre PADEMÉR et le projet des *Alianzas Productivas para la Paz* financé par la Banque mondiale. L'idée de base est de concentrer les activités dans les mêmes zones (à choisir) et de promouvoir des partenariats stratégiques entre les microentreprises rurales et les firmes de taille moyenne ou grande financées par le programme de la Banque mondiale.

46. Le lien avec la SAD et le programme des *Vías para la Paz* impliquerait PADEMÉR en tant qu'instrument d'organisation et de formation des microentreprises rurales pour la construction des routes rurales et comme source de financement de ces microentreprises. Le Bureau du Président (le Fonds d'investissement pour la paix) et le Ministère des transports, ainsi que la SAD, sont très désireux de coordonner les efforts avec PADEMÉR afin que les activités puissent démarrer cette année.

47. Les organismes du système des Nations Unies (le Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que le Bureau spécial pour les zones de conflit) sont au courant des initiatives du FIDA. La question capitale du choix des zones cibles pour la réalisation de projets dépend beaucoup de l'action conjointe du gouvernement et de ces organismes. Enfin, il convient aussi de tenir compte, pour toute activité future du FIDA dans ce pays, des efforts de l'Union européenne pour coordonner l'assistance technique et financière dans les zones choisies.

### E. Domaines de concertation

48. La concertation entre le FIDA et le gouvernement ne devrait pas se borner au MADR. La situation difficile du secteur rural de la Colombie requiert la participation de diverses institutions et, en particulier, des services de l'administration chargés de coordonner l'attribution des ressources publiques et de prendre des décisions à un niveau élevé concernant les divers secteurs et ministères. Il est donc fortement recommandé que le DNP et les conseillers du Bureau du Président soient toujours inclus dans la concertation. Le MADR et les autres organismes qui s'occupent de l'agriculture et des zones rurales (tels que le Fonds de financement du secteur agricole (FINAGRO) et l'INAT) ainsi que les autres ministères directement ou indirectement concernés par les politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté devraient prendre part à la concertation sous la coordination des instances précitées.

49. Les principaux domaines de concertation sont les suivants:

- **Le renforcement des moyens d'action locaux et la consolidation du capital social rural.** Avec des organisations rurales plus fortes, d'une plus grande cohésion et plus qualifiées, les communautés rurales et les ruraux pauvres en particulier pourraient mettre pleinement à profit les stimulants et autres possibilités à leur portée. Le rétablissement de la confiance et de la sécurité oblige à renouer les liens brisés par les conflits sociaux et la violence en milieu rural. Pour ce faire, il faut améliorer les moyens d'action des instances et des organisations locales pour qu'elles puissent influencer efficacement les organes de décision et les institutions publiques. En pesant d'un plus grand poids sur la solution des problèmes qui touchent à leur vie et à leurs intérêts, elles pourraient aussi nouer des alliances

stratégiques, qui sont spécialement utiles dans les systèmes de production et d'approvisionnement et les arrangements de type collectif. Le gouvernement et le FIDA devraient continuer à soutenir les efforts pour promouvoir et instaurer l'équité entre les sexes et accorder une attention spéciale au soutien des activités en faveur des minorités indigènes et ethniques.

- **L'amélioration de l'accès aux biens et aux services.** L'accès direct, par opposition à l'approche au compte-gouttes, est une stratégie plus efficace de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Un accès plus équitable aux ressources naturelles (pour la production de biens comme pour les services environnementaux), aux services financiers ruraux, à la technologie et à l'information, aux infrastructures et à la formation du capital humain stimulerait la croissance, l'emploi et la diversification des revenus chez les ruraux pauvres.
- **L'ouverture des marchés.** Faciliter l'accès aux marchés et services financiers (y compris l'épargne) et accroître l'aptitude des organisations rurales à négocier avec les marchés intérieurs et extérieurs de leurs biens sont les conditions essentielles du succès des petites entreprises agricoles et extra-agricoles. Cette façon de procéder prend en compte l'interaction dynamique entre secteurs ruraux et urbains et s'appuie sur les possibilités de faire reculer la pauvreté et d'étendre l'éventail des moyens de subsistance viables et différents qui existent dans les campagnes colombiennes.

50. La concertation entre organismes publics et privés, organisations paysannes, universitaires, institutions financières internationales et autres institutions de financement devrait aussi faire évoluer favorablement les institutions. Elle doit cependant être complétée par des recommandations spécifiques sur la façon de réaliser ce changement. Elle devrait en outre tenir compte des débats que suscite le projet Agrovision 2025, une initiative parrainée par des organismes influents comme le DNP, le MADR, Colombia Corporation International et le Centre d'études pour l'agriculture et l'élevage, ainsi que de ses relations avec les politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale.

#### **F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille**

51. Dans le cas de PADEMÉR, la coordination efficace avec les autres ministères est fortement recommandée. Elle devrait avoir lieu avec le DNP et avec le MADR, sous la supervision étroite du Bureau du Président. Les réformes de base à apporter durant l'exécution du programme seraient les suivantes:

- L'établissement d'alliances avec les projets réalisés dans d'autres zones du pays afin de compléter le financement de ces projets avec les ressources de PADEMÉR. Le programme des *Vías para la Paz* devrait être l'un d'entre eux (Ministère des transports), de même que le programme des *Redes Solidarias* (réseaux de solidarité) (Bureau du Président), parmi d'autres.
- Ces programmes ont des plafonds budgétaires supérieurs à ceux imposés au MADR pendant les quatre prochaines années. On a proposé de leur affecter une partie des ressources "inutilisées" de PADEMÉR. Cela permettrait de décaisser plus rapidement le prêt du FIDA.

52. Le rôle du MADR en tant que principal agent d'exécution de PADEMÉR n'est pas remis en question. Ce qui est proposé, c'est d'augmenter les moyens du MADR pour qu'il puisse traiter plus de dépenses dans le cadre des graves restrictions budgétaires des quatre années à venir.

### G. Cadre provisoire de prêt et programme de travail à horizon mobile

53. La stratégie du FIDA concernant les investissements futurs en Colombie a été étudiée avec le gouvernement. Il a été décidé que, vu les conditions actuelles en vigueur pour les investissements publics dans la lutte contre la pauvreté rurale, il n'est pas souhaitable de constituer une réserve d'investissements à moyen terme et qu'il faudrait au contraire concevoir un programme pilote souple et novateur pour mettre à l'épreuve les méthodes à utiliser à court terme. Cela interviendrait dans le cadre du projet de soutien aux initiatives stratégiques de développement rural et représenterait pour le FIDA un soutien financier d'environ 15,0 millions de USD.

54. Cette opération aurait les trois grandes caractéristiques ci-après:

- **Cadre institutionnel.** Le développement rural en Colombie concerne plusieurs secteurs de l'administration. La coordination en cours entre les divers ministères requiert une unité permanente (un groupe de réflexion) chargée de suivre l'ensemble des politiques, programmes et projets traitant de ces questions et de conseiller constamment les décideurs. Cette unité devrait être implantée auprès du DNP.
- **Ciblage régional.** Le projet devrait être réalisé dans un nombre limité de zones prioritaires ou pilotes. L'idée de base est de mettre à l'épreuve des méthodes novatrices dans des zones peu étendues de diverses parties du pays au fur et à mesure que le gouvernement y rétablit la paix et la stabilité. Les innovations du FIDA seraient incluses dans les programmes gouvernementaux concernant les zones rurales (microfinancement, microentreprises, services de soutien technique, soutien aux femmes rurales, assistance aux communautés indigènes et aux minorités ethniques, routes rurales, etc.) qui seront concentrés dans les régions pilotes. Les organismes d'exécution pour les diverses régions et activités seront choisis en fonction de la situation locale.
- **Actions multisectorielles intégrées.** Le principe de base du projet consiste à s'attaquer à la plupart des causes de la pauvreté rurale et à se concentrer sur un petit nombre de zones restreintes en utilisant tous les instruments à la disposition du gouvernement (c'est-à-dire les programmes nationaux et les institutions faisant partie du PND) et les mécanismes opérationnels susceptibles de favoriser la participation étroite des pouvoirs locaux et d'intensifier la participation active au niveau local. L'axe principal consisterait à tester, au niveau local, l'efficacité de cette méthode, qui comprendrait les principales innovations du FIDA, ainsi que l'efficacité des mécanismes de coordination du gouvernement. Si le test est réussi à cette échelle, la prochaine étape stratégique serait de reproduire le projet, c'est-à-dire de l'étendre à d'autres zones, de modifier le cadre institutionnel, d'adapter les instruments juridiques existants pour la budgétisation et l'attribution des ressources, d'adopter de nouveaux mécanismes de suivi, etc.

55. La présente proposition a été examinée avec les organes publics (conseillers du Président, DNP, MADR, Ministère des transports, etc.) et avec des groupes privés, des ONG et des organisations de la société civile. Les débats et consultations ont aidé à cerner une approche novatrice de la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans la Colombie rurale, qui consiste à défricher le terrain en procédant avec un potentiel élevé de reproductibilité dans des zones plus vastes de la campagne.

56. La première opération nouvelle pourrait être cofinancée avec le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi qu'avec la SAD. L'échelle de cette opération et le type de financement proposé sont conformes à la politique actuelle du gouvernement en matière de dette extérieure et avec les accords passés entre le gouvernement et le Fonds monétaire international.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

COLOMBIA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 a/</b>	1 039	<b>Gross national income per capita (USD) 2001 a/</b>	1 890
<b>Total population (million) 2001 a/</b>	43.04	<b>GDP per capita growth (annual %) 2000 a/</b>	-0.3
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 a/</b>	41	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 a/</b>	9
<b>Local currency</b>	Colombian peso (COP)	<b>Exchange rate: USD 1.00 =</b>	COP 2 800
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 a/	1.0	GDP (USD million) 2001 a/	82 410
Crude birth rate (per thousand people) 2001 a/	22	Average annual rate of growth of GDP a/	
Crude death rate (per thousand people) 2001 a/	6	–1981-1991	3.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 a/	19	–1991-2002	2.5
Life expectancy at birth (years) 2001 a/	72	Sectoral distribution of GDP, 2001 a/	
Number of rural poor (million) (approximate) a/	12.5	–% agriculture	13
Poor (as % of total rural population) a/	29.0	–% industry	30
Total labour force (million) 2001 a/	18.94	–% manufacturing	16
Female labour force (as % of total) 2001 a/	39	–% services	57
<b>Education</b>		Consumption, 2001 a/	
School enrolment, primary (% gross) 2001 a/	112 b/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	21
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 a/	8	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	64
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	15
Daily calorie supply per capita, 1997 c/	2 597	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Malnutrition prevalence, height-for-age (% of children under 5) 2001 d/	14	Merchandise exports, 2001 a/	12 257
Malnutrition prevalence, weight-for-age (% of children under 5) 2001 d/	7	Merchandise imports, 2001 a/	12 834
<b>Health</b>		Balance of merchandise trade	-577
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 a/	10 b/	Current account balance (USD million)	
Physicians (per thousand people) 2001 a/	n/a	–before official transfers, 2001 a/	-4 184
Population using improved water sources (%) 2000 d/	91	–after official transfers, 2001 a/	-1 788
Population with access to essential drugs (%) 1999 d/	80-94	Foreign direct investment, net, 2001 a/	2 287
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 d/	86	<b>Government Finance</b>	
<b>Agriculture and Food</b>		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 a/	-7 b/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 a/	12	Total expenditure (% of GDP) 2001 a/	19 b/
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 a/	2 335	Total external debt (USD million) 2001 a/	36 699
Food production index (1989-91=100) 2001 a/	122	Present value of debt (as % of gross national income), 2001 a/	47
Cereal yield (kg per ha) 2001 a/	3 268	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 a/	36
<b>Land Use</b>		Lending interest rate (%) 2001 a/	21
Arable land (as % of land area) 2000 a/	3	Deposit interest rate (%) 2001 a/	12
Forest area (as % of total land area) 2000 a/	48		
Irrigated land (as % of cropland) 2000 a/	19		

a/ World Bank, *World Development Indicators*, CD ROM 2003.

b/ Data are for years or periods other than those specified.

c/ United Nations Development Programme, *Human Development Report*, 2000.

d/ United Nations Development Programme, *Human Development Report*, 2003.

APPENDIX II

LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Goal</b>			
Rural poverty reduced (incidence and severity) by means of facilitating access of the rural poor to assets, services and markets that may enable them to sustainably diversify and improve their production and productivity, employment rate and incomes; preserving gender equity and the natural environment	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reduction of rural poverty indicators</li> <li>• Improvement in gender equity indicators</li> <li>• Increase in quantity, quality and value of natural resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Studies on poverty</li> <li>• National household surveys</li> <li>• Programme impact</li> <li>• Evaluation, gender studies</li> <li>• Natural resource monitoring studies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The Government's agenda for rural development and rural poverty reduction stays a high priority</li> <li>• NDP projections and macroeconomic conditions maintained</li> <li>• Public investment with external funds is not reduced</li> </ul>
<b>Purpose</b>			
<p>Support strategic initiatives for rural development and rural poverty reduction</p> <p>Support government efforts and policies for rural poverty reduction and rural development by introducing innovations in rural financial services, rural technical services, fostering rural microenterprises, gender equity approaches and regional development</p> <p>Improvement of government policies and programmes for contact with rural areas through the introduction of improved targeting, grass-roots participation and institutional coordination mechanisms</p> <p>Increase in the amount and value of the natural and biological resources</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved institutional framework and coordination at national and regional levels</li> <li>• Improved programme and project implementation</li> <li>• Sustainable and effective rural markets for financial and technical services established</li> <li>• Increase of family incomes through agricultural and non-agricultural activities</li> <li>• Strengthened grass-roots organizations operating within an entrepreneurial perspective and generating income for their associates</li> </ul> <p>Increase in the amount and quality of natural and biological resources</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Performance evaluations of strategic initiatives and programmes</li> <li>• Impact assessments of strategic initiatives and programmes</li> <li>• Studies on poverty</li> <li>• National household surveys</li> <li>• Participatory impact assessments</li> <li>• Reports on NDP-related programmes</li> <li>• Evaluation reports</li> </ul> <p>Reports and evaluations by the Government and other organizations</p> <p>Studies on environmental impact and beneficiaries' incomes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Public security in selected regions assured</li> <li>• Political decision to strengthen policies and improve the institutional framework for rural development</li> <li>• Implementation of macroeconomic policies maintaining or raising the competitiveness of national production</li> <li>• Satisfactory development of natural resources and environmental service markets</li> </ul>

## STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<p><b>Office of the President (Senior Advisors and Administrative Department of the Office of the President (DAP))</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Small, effective institution, with close linkages at high political and economic levels and with the multilateral and bilateral agencies.</li> <li>• Responsible for coordinating the execution of Plan Colombia (National Plan for Alternative Development (PLANTE) and Red Solidaria programme).</li> <li>• Only institution that could arbitrate between different ministries and able to push joint initiatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• During the last government, DAP and the Investment Fund for Peace developed too much independence from the other government agencies. This is being corrected, but there are no clear guidelines for the new organization.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• As the agency responsible for Plan Colombia, it exerts considerable influence on the Government's decisions and policies.</li> <li>• It is interested in promoting coordination and following the implementation of programmes for rural development and rural poverty reduction.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• This office, together with DNP, is the main government counterpart for discussing policies with IFAD.</li> <li>• Highly recommended involving them when planning and monitoring the steps to be followed by IFAD.</li> </ul>
<p><b>National Planning Department (DNP)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The most qualified government agency for the formulation of policies, programmes and projects.</li> </ul> <p>Responsible for the preparation and monitoring of the NDP. Responsible for annual budget preparation. Crucial decisions related to programmes to be included, as well as external financing policy. Highly concerned with need for innovations in rural development and rural poverty reduction policies. Great interest in becoming a permanent 'think-tank' for rural development policies and incorporating experiences of IFAD in other countries of the region.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DNP is not a project executing agency.</li> <li>• DNP has limited experience in the close monitoring of rural development and rural poverty reduction programmes.</li> <li>• DNP cannot arbitrate among ministries once annual budget has been approved.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DNP has expressed its interest in becoming the 'think-tank' for rural development and rural poverty reduction programmes.</li> <li>• DNP wants to establish a specialized unit to learn about experiences in other countries and to use this knowledge as input for the formulation of innovative policies and activities in Colombia.</li> <li>• DNP would also be a permanent monitoring unit for the coordinated implementation of all government programmes related to rural development.</li> <li>• It is interested in combining programmes and donors efforts in order to increase the effectiveness and efficiency of rural poverty reduction policies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• This office, together with the Office of the President, is the main government counterpart for discussing policies with IFAD.</li> <li>• Highly recommended involving it when planning and monitoring the steps to be followed by IFAD.</li> <li>• DNP approval is needed for all externally financed projects.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<b>Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Vast experience in agricultural matters.</li> <li>Executing agency of the most important programme for support of rural microenterprises (PADEMER) financed by IFAD.</li> <li>Interested in coordinating actions with other ministries and organizations (municipalities, associations) to improve rural support services at local level.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mainly specialized in agricultural development, with less experience in rural development; nonetheless, has expressed interest.</li> <li>Organizational and bureaucratic deficiencies that reduce its efficiency</li> <li>Budget allocations to foster commercial agriculture are larger than those for rural development.</li> <li>Budget allocations to MARD for the next four years diminish during the period.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cooperation with MARD is needed in the design of policies and strategies, knowledge development, education and training of technicians, resource management, monitoring, evaluation and control of production and farming issues.</li> <li>Present authorities express interest in rural development policies and recognize that this process should include ministries and organizations other than MARD if they are to be effective.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>MARD is the executing agency of PADEMER. Although budget allocations for 2003 have been very low, it has expressed its commitment to resolve this situation in the next years.</li> <li>Without MARD consensus, it would be very difficult to carry out an integrated and effective rural development policy.</li> </ul>
<b>Local Authorities, Departments and Municipalities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proximity to rural population.</li> <li>Mandate and resources for the functioning of extension units at municipal level.</li> <li>Growing concern because of the lack of coordination of the Government's programmes related to rural development.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organizational and bureaucratic deficiencies that reduce their efficiency.</li> <li>Low technical level in many extension units in municipalities due to lack of transparent recruitment policies.</li> <li>Weak popular control.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>High political decisions to strengthen municipal service quality, especially for technical support services.</li> <li>MARD promotes an improvement programme for extension units at municipal level, including technical services for non-agricultural activities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effective involvement of local authorities is crucial to establish policies for close rural contact sought by the Government.</li> <li>Selection of specific areas and municipalities is also crucial to maximize impacts.</li> </ul>
<b>Grass-roots Organizations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>There are many community and productive local organizations that resist not only political violence, but also a systemic financial crisis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Most show weaknesses in organization, use of opportunities and market integration.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PADEMER has shown that organizations have a significant capacity to develop skills.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A more detailed survey of these organizations, including a brief evaluation of their capacities, is required.</li> </ul>
<b>NGOs, Service Providers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>There are different levels of development and fieldwork. Especially effective when they work directly with grass-roots organizations.</li> <li>The reduction of state services in the 1990's has provided room for more private service NGOs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bias towards supply of services instead of demand-driven activities.</li> <li>Weaknesses in managing new initiatives.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Developed NGOs are exist in some regions of the country.</li> <li>Good potential for development, especially in supplying rural technological services.</li> <li>They receive support from the Department for International Development (UK) and other agencies.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A more detailed survey of these organizations, including a brief evaluation of their capacities, is required.</li> </ul>

APPENDIX IV

**IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME**

<b>The Proposed Country Programme</b>	<b>IFAD's Strategic Objectives 2002-2006</b>		
	<b>Strengthening the capacity of the rural poor and their organizations</b>	<b>Improving equitable access to productive natural resources and technology</b>	<b>Increasing access to financial assets and markets</b>
<b>Development of markets for rural financial services</b>	Contribute to strengthening small and poor economic agents and organizations.	Support the use of new financial technologies in favour of the poor.	Contribute to the generation of innovative systems, products and mechanisms for the provision of sustainable and efficient rural financial services, in particular savings, micro-insurance and transfers based on a network of private institutions and on demand.
<b>Development of specialized non-financial service markets</b>	Reinforcing the capabilities of local suppliers and helping poor rural producers and their organizations to gain access so as to contract services directly in the marketplace.	Contribute to improving the delivery of technical support services and promote the local supply of technical knowledge.	Create private markets for the provision of technical assistance (for production, processing, trade, legal affairs, etc.).  Promote balance between the demand and supply of services by offering incentives to local suppliers and clients.
<b>Support for the development of income-generating rural microenterprises</b>	Strengthen the initiatives of individuals and groups to set up their own businesses.	Enhance the access to management and production technologies for rural microenterprises.	Contribute to diversification and risk reduction and stimulate links and alliances with larger businesses and service providers.
<b>Support for initiatives aimed at the sustainable management of natural resources and land</b>	Contribute to the creation of sustainable livelihoods for the rural poor, their communities and organizations, which are all too often exposed to violence.	Increase the value of the biological and cultural wealth of rural areas and the assets of the rural poor.	Support economic initiatives, such as ecotourism and the management of wildlife.
<b>The development of 'corridors'</b>	Create employment opportunities for rural poor producers by linking their production to villages and towns.	Foster the introduction and use of technology, adding value to rural products.	Facilitating access to markets for rural producers and increasing their negotiating capabilities.

APPENDIX V

**ACTIVIDADES EN CURSO Y PREVISTAS DE OTRAS ASOCIACIONES EN EL DESARROLLO**

SECTOR	PRESTATARIO	EJECUTOR	PRESTAMISTA NUMERO CRÉDITO	PROYECTO	ESTADO	MONTO USD
Agricultura	NACIÓN	INAT	<b>BID</b> <b>863</b>	Adecuación de Tierras	<b>PRORROGADO</b>	57 000 000
Agricultura	INAT	INAT	<b>OEFC – JAPON</b>	Adecuación de Tierras - Ariari 1	<b>FIRMADO</b>	69 800 000
Agricultura	NACIÓN	Min. Agricultura	<b>BIRF</b> <b>7092</b>	Alianzas Productivas para la Paz	<b>FIRMADO</b>	30 000 000
Agricultura	NACIÓN	Min. Agricultura	<b>FIDA</b> <b>426-CO</b>	Apoyo a la microempresa rural - PADEMÉR	<b>PRORROGADO</b>	15 510 000
Agricultura	NACIÓN	INAT	<b>CHINA</b>	Plan de acción del Alto Patía	<b>PRORROGADO</b>	2 415 750
Agricultura	NACIÓN	FONDO PLANTE	<b>BID</b> <b>984</b>	PLANTE - Plan Nacional Desarrollo Alternativo	<b>PRORROGADO</b>	50 000 000
Agricultura	NACIÓN	Min. Agricult.	<b>BIRF</b> <b>3871</b>	PRONATTA Transferencia Técnica	<b>PRORROGADO</b>	51 000 000
Agricultura	NACIÓN	Min. Agricult.	<b>BIRF</b> <b>4363</b>	<b>LIL</b> Zonas de Reservas Campesinas	<b>FIRMADO</b>	5 000 000
Agricultura	Bancoldex	Bancoldex	<b>BID</b>	Programa de Financiamiento Rural (F.I.A.)	<b>PROGRAMADO</b>	65 000 000
DRU	Findeter	Findeter	<b>BIRF</b> <b>4345</b>	PDT II - Desarrollo Territorial y desarrollo de infraestructura urbana	<b>FIRMADO</b>	49 000 000
DRU	Findeter	Findeter	<b>BID</b> <b>1066</b>	PDT II - Desarrollo Territorial y Desarrollo de Infraestructura Urbana	<b>FIRMADO</b>	28 500 000
DRU	NACIÓN	IGAC	<b>BID</b> <b>1027</b>	Formalización de la propiedad y modernización de la Titulación Predial.	<b>PRORROGADO</b>	14 500 000
DRU	NACIÓN	Min. Desarrollo	<b>BID</b>	Programa de Vivienda	<b>PROGRAMADO</b>	100 000 000
Transporte	NACIÓN	FERROVIAS-INVIAS	<b>BID</b> <b>706</b>	Corredores Transporte	<b>PRORROGADO</b>	299 754 676
Transporte	NACIÓN	Findeter	<b>BID</b> <b>1075</b>	Programa Carreteras Departamentales	<b>PRORROGADO</b>	100 000 000

**ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

ONG	Proyectos Organización			Prestamista Número de Crédito	Proyecto	Estado	Monto USD
	Sector	Prestatario	Ejecutor				
Minicadena Productiva del Borojé (CIDELPA)	Agricultura, Ambiente	Nación	CIDELPA	Fondo DRI	Desarrollo sostenible y apoyo a las cooperativas de productores de Borojé	Concluido	18 500
CORSEDA Corporación para el desarrollo de la sericultura del Cauca	Sericultura	Nación	Unión Temporal CAFÉ-SEDA Comité Departamental de Cafeteros	PRONATTA	Capacitación en incubación y cría de gusano de seda en sus etapas de joven y adulto para los pequeños sericultores del Cauca	Concluido	38 400
	Sericultura	Nación	Unión Temporal CAFÉ-SEDA Comité Departamental de Cafeteros	PRONATTA	Capacitación en cuatro técnicas artesanales de la Seda, para las familias agremiadas en la Corporación para el Desarrollo de la Sericultura del Cauca	Concluido	44 814
	Sericultura	Nación	Unión Temporal CAFÉ-SEDA Comité Departamental de Cafeteros	PADEMER	Consolidación de la Corporación para el Desarrollo de la Sericultura del Cauca CORSEDA	Concluido	135 185
	Sericultura	Nación	CORSEDA	PADEMER	Fortalecimiento de las áreas Comercial y Organizacional social	Concluido	30 000
Unión Indígena Zona Acaricuara	Artesanal Indígena	Unión Indígena Zona Acaricuara		NOVIB (Agencia Holandesa)	Asistencia en la comercialización de productos artesanales	Concluido	
Fundación Espavé	Ambiental		Espavé	ECOFONDO	Apoyo al programa de desarrollo social y sistemas sostenibles de explotación de los recursos naturales en el Pacífico Colombiano	En proceso	20 000
Asociación de Fruticultores del Municipio de Herran N. Santander	Agricultura		Asociación de Fruticultores del Municipio de Herran N. Santander	SENA Y COSORNOC	Asistencia técnica y fortalecimiento de la base organizacional en 7 municipios del N. Santander	En proceso	
	Agricultura	Ministerio de Agricultura	Asociación de Fruticultores del Municipio de Herran N. Santander	PADEMER	Fortalecer la capacidad empresarial de las organizaciones de base	En proceso	

Asociación Departamental de usuarios de comités ambientales rurales N. Santander	Ambiental		Asociación Departamental de usuarios de comités ambientales rurales N. Santander	CORPONOR	Capacitación y Educación ambiental	Concluido	40 800
	Educación		Asociación Departamental de usuarios de comités ambientales rurales N. Santander	ALCADIAS DEL ZULIA	Capacitación con alternativas de producción	Concluido	12 000
	Educación		Asociación Departamental de usuarios de comités ambientales rurales N. Santander	PRONATTA	Capacitación a usuarios de Comités ambientales rurales de 11 municipios de la Cuenca Mayor del Río Zulia	Concluido	55 000
	Educación		Asociación Departamental de usuarios de comités ambientales rurales N. Santander	CORPONOR	Capacitación y Asistencia Técnica a 115 has de bosque protector productor de los 8 municipios de la cuenca del río Zulia	En proceso	7 600
	Ambiental		Asociación Departamental de usuarios de comités ambientales rurales N. Santander	FPA	Conservación y recuperación de las microcuencas de las veredas Páramo, Ensilada, Cuperena, Los naranjos y Sul Alto del municipio de Santiago departamento del Norte de Santander	En proceso	81 500
Asociación TIERRAGRATA	Agrícola	NACIÓN	Tierragrata		Capacitación Socio empresarial a 300 productores de cacao clonado en 5 municipios del departamento	En Ejecución	12 280
	Pecuario	Departamento	Tierragrata		Evaluación de la industria láctea artesanal en 11 municipios del departamento.	Terminado	3 508
	Ganadero	Departamento	Tierragrata		Diagnóstico del sector ganadero del departamento como insumo para el acuerdo de competitividad	Terminado	5 263

Corporación Solidaria NANYANVA	Salud- RURAL	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción.	Nanyanva		Promoción y Prevención de la Salud a Mujeres.	Concluido	12 500
	Urbano-Campoalegre	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Construcción Alcantarillado	Concluido	16 502
	Rural-Natagaima	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Construcción Cancha de Fútbol	Concluido	16 217
	Urbano-Coyaima	Fondo FIP Presidencia de la República, Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Pavimentación vía	Concluido	37 857
	Rural-Paicol	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Empedrado de vía	Concluido	24 429
	Urbano-Paicol	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Construcción cancha de fútbol	Concluido	12 587
	Urbano-Paicol	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Empedrado de vías	Concluido	25 816
	Urbano-Guadalupe	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Protección Río	Concluido	37 520
	Urbano-Castilla	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Parque	Concluido	22 623
	Urbano-Natagaima	Fondo FIP - Presidencia de la República - Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Alcantarillado	Concluido	26 243
	Rural-Natagaima	Fondo FIP -Presidencia de la República -Programa Empleo en Acción	Nanyanva		Canalización quebrada	Concluido	32 403

Corporación WAIRA	Urbano-rural	Instituto Colombiano de Bienestar Familiar - Huila	Corpowaira		Capacitación de Jóvenes del programa "Atención Integral al joven"	Liquidado	1 607
	Urbano 3 municipios	Centracafé Ltda.	Corpowaira		Recolección, procesamiento y comercialización de semillas de bosque natural en áreas de ecosistemas estratégico del Huila		9 642
	Ambiental	Centracafé Ltda	Corpowaira		Establecer sistema de información sobre el mercado de semillas nativas de Bosque, establecimiento del Fondo Rotatorio		7 500
	Ambiental	Fondo Inversión Para la Paz - Neiva	Corpowaira		Programas comunitarios para la ejecución del proyecto Recuperación y reforestación de la ronda de la quebrada La Chorrera.		13 372
	Ambiental	Convenio Fondo de Inversión para la Paz – CAM - Waira	Corpowaira		Proyectos comunitarios, para la ejecución, recuperación y limpieza de rondas de quebradas urbanas.	Liquidado	13 213
	Ambiental	Centracafé Ltda.	Corpowaira		Gestión ambiental urbana en los Humedales del oriente de Neiva	En ejecución	13 213
Fundación para el Desarrollo Integral de la Amazonía FUNDEINAMA	Agropecuario	Municipio de Doncello - Gobernación del Caquetá	FUNDEINAMA	Fondo DRI, Fondo Nacional de Regalías	Reforestación áreas críticas en la microcuenca de los ríos Doncello y Anaya. Municipio de Docello.	Ejecutado	33 356
Asociación de Hebeicultores del caquetá ASOHECA	Cauchero	PNDA USAID - CORPOICA, SINCHI; Embajada del Japón	ASOHECA	PNDA USAID - CORPOICA, SINCHI; Embajada del Japón	Fomento y recuperación del cultivo de caucho en la zona de influencia de los ríos Caquetá, y Orteguzza. Departamento del Caquetá	Ejecutado	75 000
Asociación de Acuicultores del Caquetá ACUICA	Acuicola	PRONATTA	ACUICA	PRONATTA	Capacitación Tecnológica en el manejo del cultivo de peces dirigido a pequeños piscicultores vinculados a ACUICA	Ejecutado	30 000
Fundación Canaguaro	Agropecuario	PRONATTA	CANAGUARO	PRONATTA	Capacitación tecnológica en la producción de frutales promisorios de la amazonía, bajo el enfoque de sistemas agroforestales y en la transformación y comercialización de las frutas, dirigida a campesinos del municipio de Puerto Asis de partamento del Putumayo	ejecutado	32 000

